

La sécurité énergétique de l'Union européenne

Quelles interdépendances avec les pays tiers ?

Le 7 avril 2016 - Bruxelles

INTRODUCTION ET CONCLUSIONS DE CLAUDE FISCHER

INTRODUCTION

BIENVENUE dans cette belle salle mise à notre disposition par ENI, partenaire des Entretiens Européens sur un sujet important qui va rassembler des représentants de 20 pays (dont 8 membres de l'Union européenne) et des acteurs du secteur du gaz qui évoluent sur un marché en pleine mutation et qui se mondialise avec l'arrivée du GNL américain (et bientôt australien ?).

Les stratégies se confrontent sans qu'on comprenne toujours bien la vision Long terme qui les sous-tend, et qu'on cherchera à clarifier.

Mais avant d'entrer dans le vif du sujet, permettez-moi d'excuser Bahadir Kalegasi, retenu à Istanbul. Son avion a été supprimé faute de pouvoir atterrir à Istanbul suite aux attentats qui ont frappé la Belgique. Ces attentats nécessitent une riposte des Etats et des sociétés. « Nous sommes tous belges » comme nous sommes Pakistanais. Hier nous étions tous Turcs, ou avant-hier Burkinabè, Tunisiens... Nos débats d'aujourd'hui font partie de la riposte à opposer aux terroristes, et nous devons aller plus loin pour construire un monde de paix et plus fraternel. En effet, le marché gazier européen est un enjeu formidable car le gaz est au cœur des

tensions vives entre les pays et les acteurs, source de tensions et de guerres : comment en faire un facteur de pacification des conflits ?

Les stratégies s'opposent, entre celle de l'UE, consommatrice, et celle des pays comme la Russie ou ceux de la Méditerranée, producteurs ou distributeurs, qui TOUS cherchent leur sécurité énergétique. Attention que cette quête ne conduise pas à une insécurité encore plus forte, mais soit l'occasion de construire ensemble une communauté de l'énergie qui offre la sécurité (tout court).

Un bras de fer est engagé sur le marché entre des stratégies qu'on examinera dans 2 tables rondes :

-celle de la Russie et de son géant gazier Gazprom... avec qui l'Europe a des liens historiques forts,

-celle de l'UE qui souhaite diversifier ses sources et ses routes, et jouer la carte de la Méditerranée pour sortir de sa « dépendance russe » (une diversification engagée avec la crise russo-ukrainienne de 2006).

Chacun le sait, les liens avec la Russie sont tendus ! Mais les relations avec la Turquie, les pays du Golfe et du Caucase ne sont pas simples non plus !!... et les coopérations sur le marché doivent encore se construire dans un contexte complexe où les contradictions sont fortes. Peut-on les dépasser et rendre les stratégies complémentaires ?

On interrogera la Commission européenne sur les contradictions entre les politiques de la DG Energie qui veut consolider son marché intérieur et celles de la DG concurrence qui a libéralisé et ouvert le marché gazier et où la guerre des prix fait rage, pénalisant les énormes investissements qu'il faudrait faire pour construire de nouvelles infrastructures. Des politiques qui ne s'inscrivent pas dans

une vision de long terme et qui divise des Etats membres eux aussi en recherche de sécurité énergétique et dont les intérêts divergent.

Les incertitudes à court et moyen termes sont économiques et géopolitiques : elles s'opposent au long terme ! On demandera à Francis Perrin de nous éclairer sur le contexte.

Incertaines économiques : la stagnation de l'Europe est durable ? Quelle sera la demande gazière de l'UE et des Etats membres ? Trois facteurs redéfinissent les enjeux gaziers en Europe : la baisse de la demande, l'arrivée du GNL et la baisse des prix du pétrole... Par ailleurs, la demande de gaz est contrainte par une politique climatique problématique, orientée EnR et des prix bas du charbon en l'absence de prix du carbone suffisant.

Incertaines géopolitiques : comment prendre des options stratégiques dans une zone traversée par la guerre et où les deux grands protagonistes Russie et Turquie sont antagonistes. Ils rediscutent... Attention que l'UE –qui a fermé le dialogue avec l'un et l'autre- ne soit pas écartée des discussions ! Comment l'UE –qui a besoin des deux- va-t-elle les associer à la définition d'une stratégie de sécurité, et avec eux tous les pays qui reviennent dans le jeu comme l'Egypte, Israël, l'Iran...? (On a bien une « Communauté de l'énergie » qui associe les Balkans, l'Ukraine et les pays de l'ex URSS, et où la Turquie –qui ne veut pas en être- est observateur, mais elle exclut la Russie)

C'est dans ce contexte qu'il faut repenser nos « dépendances » qui sont plutôt des « interdépendances » !

Le marché européen est capital pour la Russie et elle est déterminée à faire face –avec des prix compétitifs et des prix bas pour contrer non seulement l'arrivée du GNL américain, mais aussi la volonté de l'Europe avec des projets pour acheminer le gaz russe par le Nord en

renforçant le Nord Stream d'un « Nord Stream 2 » avec l'Allemagne et la France, plus exactement RWE et Wintershall pour l'Allemagne et Engie pour la France, et par le Sud avec la Grèce et l'Italie, plus exactement avec Depa pour la Grèce et Edison pour l'Italie... Engie et Edison, tous les deux présents, partenaires des Entretiens Européens.

Une stratégie offensive qui s'engouffre dans nos propres contradictions et divise nos Etats membres et que nous analyserons dans la 1^{ère} table ronde que j'aurai le plaisir d'animer.

Une stratégie qui a des conséquences importantes pour la diversification au Sud où il faudrait investir massivement, mais ce qui n'est pas rentable dans un contexte de prix bas, et dans un paysage très concurrentiel avec les découvertes en Mer Méditerranée, l'Egypte et Israël et le retour de l'Iran. Je salue la participation d'Aziz Mansouri, de la Mission de l'Iran à Bruxelles, et celle des représentants de l'Azerbaïdjan, du Turkmenistan, du Kazakstan, de la Biélorussie ou de Serbie... qui nous diront par quelles routes ils espèrent pouvoir acheminer leur gaz et dans quel cadre : celui de marché ? Avec des contrats d'Etat à Etat ? Des questions qu'on examinera dans la 2^{ème} table ronde qui sera animée par Noémie Rebière, qui fait une thèse sur le sujet.

In fine, on essaiera de tirer quelques conclusions (provisoires !) et on posera la question à Mechthild Woersdoerfer : l'Europe pourra-t-elle en rester à une logique concurrentielle en multipliant les fournisseurs ? Quel type de marché faut-il construire, et au-delà quelle communauté de l'énergie ?

Voilà des questions nombreuses et passionnantes, et je ne doute pas que nos débats vont apporter des réponses non moins passionnantes !

Conclusions

MERCI à Mechthild d'être parmi nous pour ensemble clôturer cette journée... Les facteurs clés listés par Francis Perrin nous ont permis de prendre conscience de la complexité du sujet ! Et après les débats, la situation est plus claire... et plus embrouillée ! Ce qui semble clair, c'est que le marché du gaz européen est nord-ouest, et la Russie joue un rôle central... C'est plus embrouillé au Sud où tout est à faire ! C'est une zone « impénétrable », avec des risques majeurs.

Il n'est pas question pour moi de tirer des conclusions – même provisoires- mais de poser quelques questions :

-Quelle sera la demande de gaz ? Les interventions ont été contradictoires... Quels sont les scénarios ? Car selon qu'on répond à cette question, on n'a pas les mêmes réponses pour l'offre. Le gaz sera-t-il une alternative comme nous l'a affirmé Denis Simonneau ou une énergie de transition pour une énergie et une économie décarbonées comme le souhaite la Commission ? Aujourd'hui, la politique de l'UE EnR + charbon (du fait du bas prix du carbone) pénalise le nucléaire -une énergie sans CO2- et le gaz moins carboné que le charbon.

-La libéralisation du marché pousse à la guerre des prix et une concurrence entre les fournisseurs. Or Gazprom est favorisé sur le marché concurrentiel, sans avoir à repenser ses contrats long terme (les prix du gaz indexés sur le pétrole sont plus bas que ceux du marché spot !), ce qui pénalise tous les investissements de long terme ! Cette conjoncture à court et moyen termes ne permet pas de s'inscrire dans le long terme : or, le gaz, c'est du long terme. La

Commission pourra-t-elle maintenir longtemps sa seule logique concurrentielle ?

- Les relations avec la Russie sont conflictuelles, l'UE maintient ses sanctions. Nous avons entendu une grosse demande de pacification car la Russie (avec qui nos liens sont historiques) est au cœur de toutes les options : au Nord ET au Sud. Et la Russie –qui n'a jamais failli à ses engagements- est plus sûre que beaucoup de pays de la zone dont Sohbet Karbuz nous a démontré les incohérences et risques... et qui par ailleurs n'ont pas les moyens des investissements massifs... Un autre acteur émerge, puissant, dans la zone : l'Allemagne qui réceptionnera le gaz russe avec le Nord Stream 2, deviendra un hub qui pourra revendre à l'Est et à l'Ouest... Les pays de l'UE –ou l'Ukraine- deviendront-ils « dépendants » de l'Allemagne ? Et dans ces conditions faut-il multiplier les hubs ? (On n'a pas développé le débat sur nos relations avec la Norvège et l'Algérie, mais qui restent des fournisseurs importants de l'UE)

-La Turquie a l'ambition de devenir un hub... mais les négociations avec la Turquie sont bloquées du fait des tensions avec Chypre. Avec les découvertes des hydrocarbures en Méditerranée « une nouvelle Norvège » nous a-t-on dit, la Grèce et la Bulgarie veulent aussi devenir un hub... Peut-on multiplier les hubs ? Et qui va investir dans les nouveaux gazoducs en mer, alors que le Corridor Sud est en construction ? Ne faut-il chercher à s'entendre avec les Turcs, et inciter les pays du Caucase et l'Iran à acheminer leur gaz par ce corridor ? L'Iran, un nouvel acteur puissant de retour, acceptera-t-il d'alimenter le Corridor quand il espère pouvoir développer ses propres investissements en mer pour l'exportation de son gaz ?

-Comment unifier l'espace dans ce contexte ? Quel va être le rôle de l'UE ? Ne faut-il pas envisager de faire de la Russie, de la Turquie, de

l'Iran, et même de l'Égypte et Israël, des États associés ? Ces pays sont de grandes puissances qui s'opposent ou coopèrent selon les périodes. Ils sont à l'offensive, alors que l'UE est sur la défensive avec une politique est incohérente ; elle se replie sur son marché intérieur et exigent des États membres des plans d'action et d'urgence pour faire face aux « futures ou éventuelles crises gazières »... un principe de précaution qui ne fait pas une stratégie.

Les entreprises, optimistes sur l'avenir du gaz en Europe, sont plus pessimistes sur la politique de l'UE et les divisions des États membres. Marco Margheri d'Edison propose de créer un espace où toutes les options resteraient ouvertes : au Nord et au Sud, ce qui permettrait véritablement de diversifier. Mais au regard des coûts des investissements, comment mettre le gaz au cœur des coopérations et solidarités entre les États membres ? On a entendu quelques propositions intéressantes de Peter Poptchev... Comment élargir et consolider la Communauté de l'énergie –composée des pays du Caucase et des Balkans- et y associer nos voisins, Russie et Turquie, Iran et Égypte, et du Moyen Orient ? N'est-ce pas là une perspective qui redonnera beaucoup de sens à nos relations ?